



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Aménagement du carrefour situé entre la RD24E2 et la RM613 sur les communes de Saint Aunès et Vendargues - Demande d'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Route Métropolitaine RM613 est une infrastructure majeure desservant les communes de l'est de la Métropole (Castelnau-le-Lez, Le Crès, Vendargues). Elle rejoint ensuite la RN113 créant ainsi un lien alternatif à l'autoroute A9 vers l'agglomération de Nîmes, en passant par la commune de Lunel.

Une récente étude de trafic a permis de dresser un état de l'évolution des conditions de circulation sur le carrefour situé entre la RD24E2 et la RM 613. Le Trafic Moyen Journalier Annuel (TMJA) de la RM613 constaté sur cette section est de 25 000 à 29 000 véhicules tous sens confondus. Or l'ensemble des résultats de l'étude a mis en évidence le dysfonctionnement de ce carrefour.

Dans le sens Vendargues – Montpellier, le trafic est davantage perturbé à partir de cette intersection, et saturé lors des heures de pointe du soir. La densité du trafic ainsi que les excès de vitesse durant les heures de pointe induisent une difficulté d'insertion entre la RD24e2 et la RM613, notamment dans le sens RD24e2 vers RM613. L'insertion sur la RM613 depuis la RD24e2 engendre également des problèmes de sécurité, liés à la grande vitesse des usagers et au trafic très dense.

Dans le cadre du développement et de l'aménagement de son territoire, la Métropole sécurise régulièrement son réseau viaire. A l'occasion de l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Châtaigniers, qui a pour vocation d'accueillir de l'habitat et des équipements publics et d'intérêt collectif sur la commune de Saint-Aunès, la Métropole et le Département de l'Hérault ont émis le souhait concordant :

- De régler le problème d'insécurité actuelle du carrefour sur la RM613, insécurité qui ne peut être qu'aggravée par des trafics supplémentaires liés à la ZAC des Châtaigniers ;
- D'aménager une desserte améliorée au parc d'activités économiques métropolitain du Salaison dans le cadre de sa requalification ;
- D'améliorer la desserte de la ZAC les Châtaigniers.

En conséquence, forts de cette volonté commune, Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault ont décidé de créer une nouvelle section de route, barreau routier, entre la RD24E2 et la RM613, afin de mettre en sécurité le fonctionnement de ce secteur, d'améliorer sa fluidité, et de réaménager cette intersection en carrefour à sens giratoire.

Il a été convenu de recourir à un transfert de maîtrise d'ouvrage du Département permettant à la Métropole, territorialement plus concernée par le projet, de poursuivre l'opération engagée de sécurisation de ce tronçon routier. De plus, au titre des avantages que représente pour son territoire un tel aménagement, Pays de l'Or Agglomération et la Commune de Saint-Aunès ont décidé d'engager leurs concours financiers. L'ensemble de ces accords a fait l'objet d'une convention approuvée par la délibération du Conseil de Métropole n°2019-758 en date du 18 décembre 2019.

La concertation menée en application du Code de l'urbanisme s'est déroulée du 11 juillet au 19 septembre 2022. Le bilan de cette concertation a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole le 6 décembre 2022.

A l'issue de la concertation, les objectifs du projet d'aménagement retenu ont été confirmés, à savoir :

- Mettre en sécurité le carrefour RM613/RD24E2 et sécuriser ses conditions d'usages ;
- Améliorer le fonctionnement du carrefour RM613/RD24E2 pour tenir compte des trafics supplémentaires liés à la ZAC des Châtaigniers ;
- Améliorer la desserte du Parc d'activités du Salaison dans le cadre de sa requalification ;
- Permettre et assurer des mobilités douces sécurisées ;
- Réaliser un aménagement compatible avec la future desserte par Bustram Ligne 1 (Bus à haut niveau de service).

L'aménagement comprend une nouvelle section de route sur un linéaire d'environ 200 m et deux carrefours giratoires, au droit de l'ancien chemin de Montpellier à Nîmes et de la RM613. Il nécessite l'acquisition d'une superficie d'environ 1,3 ha sur les communes de Vendargues et de Saint Aunès. Montpellier Méditerranée Métropole a entamé les négociations foncières amiables avec les propriétaires concernés. Toutefois, afin de s'assurer de la maîtrise foncière complète du projet, il est nécessaire de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de finaliser les acquisitions indispensables à son aboutissement.

En ce sens, il est proposé de solliciter l'ouverture des enquêtes publiques préalable à la déclaration d'utilité publique de l'opération et à la cessibilité de l'assiette foncière permettant la réalisation du réaménagement du carrefour entre la RD24E2 et la RM 613 sur les communes de Vendargues et Saint-Aunès, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le recours à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue d'acquérir les emprises non maîtrisées pour le réaménagement du carrefour entre la RD24E2 et la RM 613 sur les communes de Vendargues et Saint-Aunès ;
- D'approuver les dossiers destinés à être soumis aux enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et la cessibilité foncière, conformément, notamment, aux articles R 112-1 à R. 112-24 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'article R. 131-14 du même code ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault :
 - L'ouverture concomitante des enquêtes publiques précitées dans les formes prescrites par le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, selon la procédure d'urgence nécessaire à optimiser l'entrée en possession des terrains eu égard aux objectifs de sécurité fixés ;
 - La désignation d'un commissaire-enquêteur ;
 - La déclaration de l'utilité publique de l'opération projetée ;
 - La délivrance de l'arrêté de cessibilité des emprises nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à saisir le juge de l'expropriation auprès du Tribunal judiciaire en vue de la fixation des indemnités dues ;
- D'autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2020-CI-000371 DUP - annexe - décision de dispense d'étude d'impact.pdf
- 2020-CI-000371 - Piece F - appréciation sommaire des dépenses - v3.pdf
- 2020-CI-000371 - Pièce D - plan général des travaux - vqualité médiocre.pdf
- 2020-CI-000371 - Pièce B - Notice explicative - v5 version dégradée.pdf
- 2020-CI-000371 - Pièce E - caractéristiques des ouvrages les plus importants -v3psfi.pdf
- 2020-CI-000371 - Pièce C -Plan de situation - v2.pdf
- 2020-CI-000371 - Pièce A - Objet de l'enquete - v3 modifs PSFI.pdf
- 2020-CI-000371 - Dossier d'enquete parcellaire - v3.pdf
- Deliberation executoire M2023-038
- Dossier enquete

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.